

Région de Bruxelles-Capitale

**Nom**

Région de Bruxelles-Capitale

Taille

1,2 million d'habitants sur 18 communes et la ville de Bruxelles

Produit utilisé

Genetec Security Center

Secteur

Service public

Siège

Bruxelles

Partenaire

Engie Fabricom

La Région bruxelloise est parvenue à renforcer la sécurité de son territoire, qui accueille les sièges des principales institutions internationales, grâce à la solution de vidéoprotection Security Center de Genetec, la seule capable de fédérer plusieurs réseaux de caméras.

Le défi de fédérer des réseaux de vidéoprotection très hétéroclites

Montrer que l'on peut être l'une des premières smart cities d'Europe grâce à une vidéoprotection irréprochable. La Région de Bruxelles-Capitale a réussi le pari technologique d'unifier les solutions de vidéoprotection individuelles de ses différentes administrations en se dotant de Security Center de Genetec. « La Région Bruxelloise est d'autant plus concernée par des moyens de sécurité de très haut niveau qu'elle héberge sur son territoire des institutions internationales de première importance, comme le Conseil de l'Union Européenne ou le siège de l'Otan. Et par haut niveau, j'entends des dispositifs coordonnés, puisque la Région comprend, en plus de la ville-même de Bruxelles, dix-huit communes avec leurs propres administrations », explique Christian Banken, coordinateur régional pour la sécurité au Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB).

Or, justement, lorsque la Région envisage en 2013 de rationaliser sa sécurité, elle rencontre une difficulté majeure : les services publics déjà dotés de moyens de vidéoprotection ont tous fait des choix arbitraires, incompatibles entre eux. « A ce moment-là, dix services étaient concernés par la vidéoprotection : six commissariats de police, le métro (la STIB), le port de Bruxelles, le SIAMU (Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente), ainsi que Bruxelles Mobilité (en charge de la circulation, de la

signalisation et des tunnels). Ils cumulaient ainsi 1600 caméras, gérées par huit systèmes de vidéoprotection différents », poursuit Christian Banken.

En mars 2013, la Région missionne le CIRB pour trouver une solution. Celui-ci évalue plusieurs scénarios : « nous avons imaginé installer un outil qui générerait les huit systèmes de vidéoprotection existants, mais la complexité technologique de maintenir la compatibilité entre toutes les interfaces au fil des ans était bien trop grande. A l'opposé, nous nous sommes demandés s'il ne valait pas mieux obliger tout le monde à basculer sur un système commun. Mais cela nous conduisait à une impasse politique : aucun d'eux n'a ni les mêmes besoins, ni les mêmes réglementations et il est dès lors impossible d'envisager qu'ils partagent le même système », précise Christian Banken.

Finalement, la solution retenue sera celle qui cumule les avantages de toutes les options. On fournit tous les services du même produit de vidéoprotection, afin que les images de chacun puissent remonter au niveau régional sans aucune contrainte technique. Mais chaque service dispose d'une copie individuelle de ce logiciel afin de garder le contrôle sur les images qu'il partage. « Ainsi, chaque service public récupère les images de ses caméras depuis son propre centre de contrôle et décide ensuite lesquelles remonteront à la Région », se félicite le coordinateur régional pour la sécurité du CIRB.

Security Center, quand la vidéoprotection nécessite des déploiements avancés

Le temps que le gouvernement régional valide le financement, l'appel d'offres est lancé à l'été 2014. « Nous avons analysé les offres des éditeurs, mais aussi la fiabilité des intégrateurs. Security Center de Genetec nous a séduit car il s'agissait de la seule solution de vidéoprotection qui intègre une fonctionnalité de fédération directe. Ainsi, le seul produit concurrent qui permettait de remonter les images au centre régional ne le faisait que de manière asynchrone, en générant des pics d'activité à certains moments de la journée qui auraient totalement engorgé notre réseau. Security Center, au contraire, transmet les images en multicast, c'est-à-dire au fil de l'eau », précise Christian Banken.

Il est à noter que Security Center avait l'avantage d'être proposé par plusieurs intégrateurs ; le CIRB retiendra parmi eux le prestataire Engie Fabricom pour son expertise.

Security Center est installé dans chacun des datacenters avant l'été 2015, sur des serveurs dédiés (archivage, ainsi que répertoire plus gestionnaire d'accès). « Nous considérons que la vidéoprotection doit être scindée du reste de l'infrastructure pour avoir la garantie qu'il est impossible de récupérer les images depuis une autre application du système ; c'est un choix politique », affirme Christian Banken.

Le datacenter de chacun des services publics dispose par ailleurs d'une capacité de stockage des images de trois jours, tandis que le datacenter régional du CIRB héberge une baie de stockage de 2,5 Po garantissant stockage de toutes les images réceptionnées pendant la durée légale de 30 jours. Du point de vue de l'architecture, les images des caméras arrivent sur l'archivage de leur service public et sont dispatchées en même temps sur la baie de stockage locale ainsi que vers le datacenter régional via une fibre qui supporte entre 1 et 10 Gbits/s de bande passante. « Si l'on prend l'exemple d'un commissariat de police, seules les images des caméras situées sur la voie publique remontent au niveau de la Région, tandis que celles des caméras qui surveillent les cellules restent auprès de la police », illustre Christian Banken.

Mi-2017, trois commissariats, le métro et le port sont ainsi opérationnels avec leur propre Security Center. Ils gèrent un total de 250 caméras privées et 700 caméras publiques, dont les images sont fédérées par le Security Center de la Région. Les zones restantes nécessitent encore le remplacement de certaines de leurs caméras - vieilles de plus de 15 ans - avant de pouvoir être intégrées au dispositif.

Une solution de pointe qui propulse la Région parmi les Smart Cities européennes

A l'usage, Christian Banken salue la simplicité de la solution. « Si un service veut consulter des prises de vues qui datent de plus de trois jours et qui ne sont donc pas stockées sur leurs disques locaux, leur copie de Security Center vient toute seule chercher les images



adéquates sur la baie de stockage du CIRB. C'est totalement transparent pour l'utilisateur : la lecture est aussi facile et aussi fluide que s'il consultait des informations en local ! », dit-il.

Il confie n'avoir eu aucun effort particulier à fournir pour configurer la solution et même pour étendre ses fonctions. « Security Center bénéficie d'une vaste logithèque d'extensions éditées par des tiers. Nous avons ainsi pu l'agréementer avec un outil d'analyse d'images, ACIC Video Analytics, qui affiche une alerte sur l'écran de l'opérateur lorsqu'il détecte l'un des scénarios que nous lui avons appris (stationnement illicite, regroupement de personnes...) », indique Christian Banken. Parmi les extensions, le CIRB utilise également BriefCam qui permet, à partir des images enregistrées, d'extraire tout ce qui bouge sur un fond immobile. « Notre prochaine étape sera l'intégration de la reconnaissance faciale et des plaques minéralogiques », lance le coordinateur régional pour la sécurité du CIRB.

Si la mission d'un vaste réseau de vidéoprotection est remplie, Christian Banken se félicite surtout d'avoir relevé ici le défi technologique de fédérer les moyens de chacun. « C'est important pour la notoriété de la Région bruxelloise : nous savons déployer des moyens numériques de pointe pour assurer la sécurité de nos citoyens et entrons ainsi parmi les premières Régions intelligentes européennes. Nous pensons que ces efforts inciteront toujours plus d'entreprises et de touristes à venir chez nous », conclut-il.

“Nous avons évité l'impasse politique en permettant à chaque institution de trier à la source les images qu'elles veulent partager avec la Région. Par ailleurs, Security Center est si fluide que les institutions peuvent à leur tour profiter des capacités d'archivage de la Région pour consulter des prises de vues qu'elles n'ont plus, aussi naturellement que s'il s'agissait d'images stockées sur leurs propres serveurs.”